

Questions orales

ON DEMANDE UNE PENSION SPÉCIALE D'INDEMNISATION

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, le ministre fera-t-il le nécessaire pour offrir une pension spéciale aux anciens combattants atteints de cette maladie et présentera-t-il un projet de loi ou proposera-t-il des modifications à la loi actuelle afin d'indemniser ces anciens combattants?

L'hon. W. Bennett Campbell (ministre des Affaires des anciens combattants): Madame le Président, le député n'est pas bien renseigné, car il n'est pas nécessaire de modifier la loi. Les dispositions de la loi sur les pensions seraient valables, et les anciens combattants qui souffrent d'un handicap à cause de cette maladie ont le droit de présenter une demande et de faire étudier leur cas.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LA CONTRIBUTION VERSÉE PAR LE GOUVERNEMENT À L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'ANALYSE DES SYSTÈMES DE HAUT NIVEAU

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Le ministre sait que le gouvernement verse chaque année \$400,000 à l'Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau. Cela comprend, entre autres choses, les dépenses des voyages à l'étranger d'experts qui ont la bougeotte comme Michael Kirby.

● (1130)

Le ministre sait-il qu'à l'instar des États-Unis, la Grande-Bretagne a décidé, en juillet dernier, de cesser toute participation financière à cet institut basé à Vienne, car, et je cite le *New York Times* du 18 janvier dernier, «les résultats de l'Institut sont vagues et, au mieux, une répétition de choses déjà connues»? Le ministre examinera-t-il la question pour voir s'il y a lieu de dépenser de l'argent pour les travaux de cet organisme?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, je serais très heureux de le faire. Si les résultats ne sont pas positifs et si l'organisme n'apporte rien, il est évident que nous devrions réévaluer notre position soigneusement. Les rapports préliminaires que j'ai reçus étaient plutôt encourageants. Je serais heureux de discuter avec le député du fonctionnement de l'Institut et des résultats obtenus. S'il a lui-même des renseignements à me communiquer au sujet du fonctionnement, des réalisations et des objectifs de l'organisme, je serais heureux d'en prendre connaissance.

M. MacKay: Je suis satisfait de cette réponse.

L'UTILISATION QU'AURAIENT FAITE LES DÉLÉGUÉS SOVIÉTIQUES DES BANQUES DE DONNÉES

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au solliciteur général. A-t-il eu connaissance du rapport selon lequel les Soviétiques et les Européens de l'Est ont utilisé l'Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau pour avoir accès aux scientifiques, aux technologies et aux banques de données de l'Occident, sans fournir quoi que ce soit de comparable en échange et, plus précisément, que des représentants soviétiques à l'Institut, comme le nouveau chef de la délégation, Igor Alexievich Ganine, dont les relations avec le KGB sont connues, se sont servis de l'ordinateur de l'Institut pour puiser des renseignements militaires d'importance critique dans les banques de données situées dans des pays de l'Ouest? Si oui, le solliciteur général a-t-il fait des recommandations à ses collègues du cabinet à propos de la participation financière du Canada à cet organisme?

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général du Canada): Madame le Président, je n'en ai rien fait, mais je vais considérer cette question comme une instance et étudier ce rapport.

* * *

LE PROGRAMME CANADO-AMÉRICAIN D'ESSAI ET D'ÉVALUATION

ON DEMANDE UN DÉBAT SUR LA MISE À L'ESSAI DES MISSILES DE CROISIÈRE

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Dans une entente signée hier au sujet des essais des systèmes de défense américains au Canada, il est stipulé que «les ministères canadien et américain de la Défense négocieront et concluront des ententes pour chaque projet». Le Parlement canadien aura-t-il, en vertu d'une résolution gouvernementale, la possibilité de discuter des ententes sur les essais des missiles de croisière avant qu'ils ne soient acceptés?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, comme l'a signalé le député, nous n'avons encore négocié aucune entente concernant une arme quelconque, pas plus le missile de croisière qu'une autre. Quand ce sera fait, et si c'est fait, nous pourrions voir s'il y a lieu de tenir un débat sur la question une fois les négociations terminées.

M. Epp: C'est maintenant qu'il faut le faire.

M. MacEachen: Je ne peux pas m'engager aujourd'hui à ce sujet, mais je pense qu'on pourra soulever la question lorsque l'entente sera conclue.

M. McDermid: La réponse est non.

M. McKinnon: C'est une réponse révoltante, car cela enlève au Parlement toute possibilité de débattre de la question qui suscite actuellement le plus de polémiques au Canada. Je trouve scandaleux que le vice-premier ministre ose donner une telle réponse.